

Lutte de classe

Sarkozy nous demande de « faire des efforts » en 2009, d'accord : pour le chasser !

Le président qui ripaille dans les établissements de luxe comme le Fouquets fréquentés exclusivement par des clients fortunés et la jet-set partagent leurs intérêts, le président qui se vante de compter parmi ses amis des milliardaires, des banquiers et des rentiers en tous genres qui s'enrichissent en exploitant toujours davantage en France et partout dans le monde le prolétariat est exclusivement à leur service, le président qui loue les mérites de son ami G. Bush, le dictateur dont l'armée sème la terreur en Irak et en Afghanistan notamment, est le représentant attiré des marchands de canons, le président qui reçoit et assure de son soutien Livni, le bourreau du peuple palestinien, pour toutes ces raisons non seulement Sarkozy ne peut pas être le président de la majorité de la population, il est illégitime et doit partir.

Après avoir commencé son mandat par des cadeaux qui se chiffraient en dizaines de milliards d'euros versés aux capitalistes pour ensuite déclarer par la voix de son Premier ministre que les caisses de l'Etat étaient vides, après avoir versé quelques mois plus tard des centaines de milliards d'euros aux banquiers, voilà que lors de ses vœux radiotélévisés il a osé demander à la population laborieuse de « faire des efforts » après une année 2008 « rude », tandis que son « travailler plus pour gagner plus » se traduisait en réalité pas davantage de chômage et de précarité, l'exploitation et la paupérisation croissante de la classe ouvrière.

Il faut chasser le président des nantis, des privilégiés et des rentiers qui se pose en sauveur suprême d'une France qui sortirait « plus forte » d'une épreuve qui verra naître « un monde nouveau », alors qu'il nous réserve le pire dans les mois à venir.

Après s'être illustré par ses déclarations à l'emporte pièce et sa modestie légendaire pendant six mois à la tête de l'Union européenne, le nouvel empereur autoproclamé des Français n'a pas craint une fois de plus le ridicule en déclarant le 31 décembre : « Les initiatives que j'ai prises (...) ont permis d'éviter que le monde s'engage sur la pente du chacun pour soi qui aurait été fatale », alors qu'au même moment les autorités allemandes s'apprêtaient à dévoiler leur nouveau plan de soutien à leur économie qu'ils avaient concoctés unilatéralement, donc démentant l'assertion de Sarkozy.

Sarkozy, c'est l'imposture permanente, a-t-il à peine eu le temps de fermer la bouche que les faits le contredisent. Mais a-t-il vraiment le choix ?

Lorsqu'il dit par exemple : « Après avoir préservé les économies de chacun grâce au plan de sauvetage des banques, ce sont les emplois de tous qu'il faut désormais sauver », d'une part, il avoue qu'il a bien sauvé ses amis banquiers de la banqueroute, alors que quelques mois plus tôt il avait affirmé que les banques étaient « solides » en France, d'autre part, il avoue qu'il s'est désintéressé du sort tragique des travailleurs voués au chômage ou au chômage partiel, ce qui est tout à fait normal de la part d'un président à la solde des capitalistes, mieux encore, toutes les mesures que son gouvernement a prises ne pouvaient conduire qu'à l'augmentation du nombre de chômeurs, qu'il s'agisse de celles en faveur des heures supplémentaires ou l'augmentation du nombre d'heures de chômage partiel indemnisées faisant l'objet d'une prise en charge par l'Etat, ces deux mesures conduisant les patrons, soit à ne pas embaucher, soit à recourir à tour de bras au chômage partiel dans le seul but de tenter de maintenir leurs profits.

La classe ouvrière doit payer la facture de la crise du système économique capitaliste pour assurer sa survie, tel est le message de Sarkozy.

Le capitalisme français confronté à l'une des pires crises de son histoire, n'a pas d'autre solution pour conserver son rang et ses intérêts au sein du capitalisme mondial, que de remettre en cause tous les droits

et acquis sociaux du prolétariat qui entrent en compte dans le calcul du coût du travail, afin de conserver ou augmenter sa productivité et donc sa compétitivité sur le marché mondial.

Cela explique qu'il ait une nouvelle fois martelé qu'il comptait mener à bien toutes les contre-réformes qui figuraient dans son programme électoral : « *Il n'est pas question d'arrêter car elles sont vitales pour notre avenir* », entendez pour l'avenir du capitalisme français qui ne cesse de perdre du terrain sur le marché mondial et auquel il lie sournoisement le sort des travailleurs dans sa chute.

Le lendemain, c'était au tour de Fillon de marteler « *nous ne faiblirons pas, nous ferons l'ensemble des réformes* ».

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, car en réalité, le pouvoir est faible et minoritaire dans le pays.

La méthode. Pour faire passer leur programme antisocial, ils doivent d'une part, faire croire à la population laborieuse qu'il correspond à ses intérêts en usant de formules à caractère social-patriotes propres aux dictatures ou aux régimes en crise pour la tromper sur leurs réelles intentions, d'autre part, ils doivent s'appuyer sur le PS qui participe au gouvernement et lui sert à la fois à neutraliser et à se rallier une grande partie de la petite bourgeoisie, des classes moyennes et de l'aristocratie ouvrière, ajoutons dans une large mesure les dirigeants des syndicats qui sont fondamentalement hostiles à la remise en cause du capitalisme et soutiendront le gouvernement aussi loin que possible.

La prochaine étape : la transformation de la crise économique et sociale en crise politique ouverte avec l'irruption violente du prolétariat et sa jeunesse.

La situation n'est pas sans danger pour Sarkozy, des grèves éclatent un peu partout dans le pays, des manifestations de plus en plus souvent spontanées se produisent jours après jours, le ras-le-bol et la colère gronde des profondeurs de la classe ouvrière, la détermination des enseignants et des lycéens des dernières semaines peut à tout moment se transformer en affrontement contre le régime comme en Grèce. Ils sont autant de symptômes du danger qui menace le régime.

Ce n'est pas un hasard si Fillon a dû admettre à sa façon que la résistance de la classe ouvrière contrariait leur plan : « *Nous essaierons d'être le plus réceptifs possible aux critiques qui peuvent monter ici ou là, aux suggestions qui peuvent être faites mais en essayant de garder le sens de l'intérêt général* », autrement dit pour qui sait lire, sans changer d'orientation, il a ajouté : « *C'est normal qu'il y ait des projets controversés, on est dans un pays qui a attendu très longtemps les réformes* », tentant une nouvelle fois de faire croire que les travailleurs étaient demandeurs et avaient adhéré à toutes les destructions prévues au programme du candidat Sarkozy, alors qu'en réalité, soit ils les ignoraient, soit ils n'y avaient rien compris, et encore uniquement parmi ceux qui ont voté pour lui, soit une minorité.

Au-delà des gesticulations verbales ou des manipulations langagières, la réalité objective finit toujours par s'imposer.

Deux semaines auparavant, le 10 décembre, Sarkozy aurait déclaré lors d'un déjeuner avec les députés UMP à l'Élysée, d'après *Le Figaro* : « *Les Français peuvent renverser le pays. Regardez ce qui se passe en Grèce* ».

Ce qu'il y a de paradoxale et de navrant dans la situation actuelle, c'est que Sarkozy est le seul à envisager le renversement du gouvernement par une mobilisation révolutionnaire du prolétariat. S'il ose le confier de vive voix à son entourage, il a sans doute de bonnes raisons de penser que la situation sociale est au bord de l'explosion, que le moindre incident peut dégénérer en affrontement direct contre le régime.

Cela signifie aussi que la conscience de la classe est en train de mûrir et que le moment approche où toutes les précautions oratoires seront inutiles et impuissantes demain à freiner et inverser le cours des choses, une fois que le prolétariat aura pris conscience de la force immense qu'il représente, que le nouveau rapport de forces qu'il aura instauré en sa faveur au cours de sa mobilisation l'encouragera à aller de l'avant, à avancer l'ensemble de ses revendications qu'aucune forme de gouvernement bourgeois ne sera capable de satisfaire, transformant ce qui était au départ un mouvement de protestation contre le refus de payer les

conséquences de la crise du capitalisme et l'incapacité du gouvernement d'y faire face autrement, en un mouvement révolutionnaire pour régler la question du pouvoir politique qui concentre à elle-seule toutes les questions auxquelles est confronté le prolétariat, mais aussi une masse croissante de la petite bourgeoisie.

Sachant que la situation sociale déjà extrêmement tendue va se détériorer rapidement dans les mois qui viennent, la marge de manœuvre du gouvernement va se rétrécir de jour en jour, les travailleurs devenant sourds à ses appels au calme et à la défense de *l'intérêt général*.

Si aucun événement majeur ne se produit avant le 29 janvier, cette journée de mobilisation générale contre le gouvernement et le capitalisme servira de test national pour juger l'état d'esprit des masses, elle servira peut-être de prémices à l'affrontement direct entre les classes qui demeure inscrit au calendrier de la lutte des classes à court terme.

Aider la classe à prendre conscience de la nature sociale du régime, à unifier son combat aujourd'hui dispersé, à lever les obstacles à sa mobilisation générale pour marcher sur la voie qui mènera au renversement révolutionnaire du gouvernement et à la liquidation des institutions de la Ve République, au socialisme, telle devrait être l'orientation d'un parti révolutionnaire.

Il est évident que les travailleurs n'attendent pas que ce parti soit construit pour se mobiliser contre le pouvoir en place. Maintenant il est légitime qu'ils se posent des questions et qu'ils hésitent encore à s'engager dans le combat, compte tenu qu'il n'existe à l'heure actuelle aucun parti leur proposant une issue politique à la crise du capitalisme.

Pour être crédible, les travailleurs exigent autres choses que des slogans, des arguments à l'emporte pièce ou des programmes approximatifs comportant de graves lacunes, et ils ont parfaitement raison. Un parti sérieux doit leur expliquer clairement quel est son objectif final, quels sont ses objectifs intermédiaires, de quelle manière il compte s'y prendre pour les atteindre et pourquoi, surtout pourquoi un tel objectif et un tel moyen plutôt qu'un autre.

Il faut leur expliquer que ce n'est pas un hasard si toutes les formes de gouvernements auxquelles furent associés les anciens partis du mouvement ouvrier et qui se sont succédés tout au long du XXe siècle en France, n'ont pas abouti à régler les questions fondamentales auxquelles leur classe était confrontée, puisqu'à aucun moment ne fut remis en cause les fondements du capitalisme et les institutions politiques à son service. De la même manière, ce n'est pas un hasard si une armée d'ouvriers et de paysans en haillons et affamés a vaincu l'armée du tsar soutenue par une puissante coalition d'armées européennes lors de la révolution russe, ils disposaient pour les guider un puissant parti ouvrier, un véritable parti communiste (jusqu'en janvier 1924).

Chaque ouvrier et chaque jeune doit savoir qu'aucun changement politique ne verra jamais le jour dans ce pays ou ailleurs dans le monde, si nous n'atteignons pas ces objectifs et si nous ne nous en donnons pas les moyens. Si on nous demande si c'est à prendre ou à laisser, nous répondrons oui sans hésitation, parce que nous sommes des militants sérieux et que c'est notre devoir de leur dire la vérité.

Pour nous donner les moyens de vaincre, il faut impérativement construire l'outil qui nous aidera à nous guider pour vaincre notre ennemi, sans cet outil qui aura pour tâche d'exprimer consciemment le processus révolutionnaire en cours et de favoriser l'organisation de l'ensemble des masses exploitées pour les aider à franchir tous les obstacles pour avancer vers notre objectif, la défaite sera assurée. Voilà pourquoi il n'y a pas de tâche plus urgente que de construire le parti qui portera le prolétariat au pouvoir, le parti qui dans un premier temps devra constituer le premier gouvernement ouvrier révolutionnaire, qui prendra les décrets nécessaires pour assurer la victoire définitive de notre classe sur celle des capitalistes.

Seul un tel gouvernement s'appuyant sur les organismes politiques que la classe ouvrière aura constitués au cours de sa mobilisation révolutionnaire, appliquera un programme économique et social correspondant aux intérêts de la majorité de la population. C'est ce parti qu'il nous reste à construire.

La préparation et notre participation à la journée de mobilisation du 29 janvier en tant que militants révolutionnaires, devrait s'inscrire dans cette perspective politique, dresser la classe pour chasser Sarkozy et abattre les institutions, et elle devrait être subordonnée à cet objectif, construire le parti.

(source : Reuters 01 et 03.01)